



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 24/03/2026

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EBAC

61, rue de la Mineraie
79000 Niort

Références : 0007201459/MR/2026/152
Code AIOT : 0007201459

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2026 dans l'établissement EBAC implanté RUE DE LA MINERAIE 79000 Niort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre de l'action régionale produits chimiques au titre de l'année 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EBAC
- RUE DE LA MINERAIE 79000 Niort
- Code AIOT : 0007201459
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis 1969, la société EBAC exploite un site de fabrication et de montage d'éléments de literie sur le site de la rue de la Mineraie à Niort.

Le site a évolué avec la création de la société HOREBOIS spécialisée dans le lattage et l'habillage bois des cadres métalliques depuis 1991, puis la création de la société HORELIT spécialisée dans la fabrication de matelas depuis 2002.

La société EBAC est considérée comme l'exploitant de l'ensemble des activités présentes sur le site.

Les activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral n°4696 du 4 décembre 2007, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° E237 du 15 septembre 2022 au regard des rubriques 2565 et 2940 (soumises à enregistrement) et des rubriques 2560, 2662, 2663, 2925 (soumises à déclaration).

Le site occupe une surface d'environ 35 000 m² de bâtiments.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Etat des stocks de produits chimiques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 2 | Fiche de données de sécurité (FDS) | Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 3 | Mesures de maîtrise des Risques | Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 4 | Rétentions | Arrêté Préfectoral du 04/12/2007, article 7.6.1 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 5 | Rétentions et confinement des eaux d'extinction | AP Complémentaire du 15/09/2022, article 1.6 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 6 | Modification des installations | Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-46-23 II | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 7 | Système de refroidissement par pulvérisation d'eau dans un flux d'air | Arrêté Préfectoral du 04/12/2007, article 8.1.1 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'opération coup de poing Produits chimiques organisée par la DREAL Nouvelle-Aquitaine durant la période du 23 février au 13 mars 2026.

Il ressort de cette dernière que l'exploitant doit améliorer la gestion de l'état des stocks de ses produits chimiques, la mise à disposition des fiches de données de sécurité auprès de ses salariés ainsi que la gestion du stockage de ses peintures poudres afin d'être en conformité avec les moyens d'extinction définis par les fiches de données de sécurité (l'eau étant un moyen inapproprié d'extinction).

L'exploitant est invité à transmettre une demande de changement d'exploitant pour régulariser le nom administratif des installations et à transmettre les éléments nécessaires pour la mise à jour de la situation administrative du site conformément aux fiches de constats.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks de produits chimiques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. |
| Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des stocks des produits chimiques. Il a précisé que le site contient exclusivement du produit dégraissant pour le bain de dégraissage situé en amont de la cabine de peinture à savoir du GARBODOND 4943 dans un IBC d'1 m ³ ainsi que des peintures poudres de deux fournisseurs différents et de deux couleurs différentes (Noir et Beige). |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en place un état des stocks des produits chimiques présents sur le site et le tient à jour. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, articles 31, 35, |
| Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS |
| Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. |
| Constats : Aléatoirement, l'exploitant a présenté à l'inspection la fiche de données de sécurité de la peinture poudre beige sous le nom commercial MP BEIGE MOKA L, produite par la société BULLCREM LACK et dont la date de révision est le 30 mai 2019. Les fiches de données de sécurité sont disponibles uniquement sur demande par les salariés. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assure de la mise à jour des fiches de données de sécurité auprès de ses fournisseurs qui doivent normalement être révisées au moins tous les 5 ans. L'exploitant s'assure de la mise à disposition des fiches de données de sécurité à l'ensemble de ses salariés et précise à l'inspection les conditions d'accès. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 3 : Mesures de maîtrise des Risques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles |
| Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; |
| Constats : La fiche de données de sécurité de la peinture poudre beige dénommée MP BEIGE MOKA L par la société BULLECREM LACK a été analysée. |

Au titre de la rubrique 5 relative aux mesures de lutte contre l'incendie, il est précisé que les moyens d'extinction appropriés sont le CO2, la mousse ainsi que des produits chimiques selon les matériaux impliqués dans l'incendie. Au titre des moyens inappropriés, il est mentionné : ne pas utiliser de jets d'eau car ils peuvent ne pas être efficaces, ou être contre-productifs en raison de la flottabilité possible du produit sur l'eau et de la propagation de l'incendie à d'autres zones.

Il a été constaté que le stockage des peintures poudres est d'environ 50 fûts de 200 litres. Les produits sont stockés à l'intérieur du bâtiment de production à proximité de la cabine de peinture et autour des machines. Le bâtiment étant entièrement sprinklé, le moyen d'extinction utilisé en cas de départ d'incendie sur le site et donc sur le stockage de peinture poudre est l'eau, qui n'est pas appropriée, ainsi que les extincteurs à poudre présents.

L'alimentation de la cabine de peinture est réalisée grâce à une canne d'aspiration disposée dans un fût de peinture.

Concernant la rubrique 13 de la fiche de données de sécurité relative à l'élimination des déchets, il est précisé que le produit est classé selon la réglementation en vigueur comme un déchet spécial non dangereux avec l'utilisation du code déchet 08 01 12.

L'exploitant a précisé que le volume de déchets de peinture poudre sur le site est faible car les commandes de produits sont réalisées régulièrement et le choix de n'utiliser que deux couleurs de produits (Noir et Beige) permet d'éviter la perte de produits due au dépassement des dates de péremption.

Le dernier enlèvement de déchets de peintures poudres du site a été réalisé le 20/02/2026 sous l'identification du code déchet 08 01 11* : « déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses » et récupéré par l'entreprise ROUVREAU pour une quantité de 3.8 tonnes de déchets. Il est à noter que cette quantité ainsi que le code déchet sont dues à un nettoyage complet des ateliers en cours de réalisation le soir par un prestataire privé à partir de 16h00, une fois les machines arrêtées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réfléchit à la gestion du stockage des peintures poudre qui soit conforme avec les moyens d'extinction appropriés et transmet à l'inspection un dossier de porter à connaissance dédié.

L'exploitant s'assure que le SDIS dispose de l'ensemble des informations nécessaires à cette problématique dans le plan d'établissement répertorié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rétentions

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2007, article 7.6.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rétention |
| Prescription contrôlée : <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions en présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>La rétention doit être résistante au feu.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour al récupération des eaux météoriques.</p> <p>Les eaux d'extinction d'un incendie sont retenues sur le site (confère 7.3.2).</p> |
| Constats : <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le produit dégraissant GARBODOND évoqué dans les fiches de constats précédentes, et utilisé en amont de l'activité de peinture est stocké dans un IBC d'1 m³ placé à une hauteur de 80 cm environ sur un bac de rétention d'une dimension adaptée.</p> <p>Le bac de rétention contient des graisses en fond de bac et nécessite d'être nettoyé pour assurer pleinement sa capacité.</p> <p>Selon les informations de l'exploitant, il n'y a pas d'autres produits chimiques liquides stockés sur le site donc pas de problématiques d'incompatibilité.</p> |

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant procède au nettoyage du bac de rétention et s'assure que le bac est toujours étanche. L'exploitant vérifie que le volume de rétention reste disponible en permanence. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 5 : Rétentions et confinement des eaux d'extinction

| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/09/2022, article 1.6 | | |
|--|---|----------------------------|
| Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction | | |
| Prescription contrôlée : L'exploitant réalise, dans les délais fixés dans le tableau ci-dessous des travaux de mise en conformité en application des prescriptions de l'arrêté du 9 avril 2019 relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565 : | | |
| Référence de l'article de l'arrêté du 9 avril 2019 | Mise en conformité à réaliser | Échéances |
| Article 20-III – rétentions et bassins de confinement « l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sot collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent [...] » | Création et aménagement d'un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie | 1 ^{er} avril 2023 |
| Constats : Lors de la précédente visite d'inspection du 24 août 2023, il avait été constaté l'absence d'un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie pour l'ensemble du site, tel qu'initialement prévu lors de l'instruction du porter à connaissance de modification des installations, déposé en 2021. L'exploitant avait précisé à l'inspection que, suite à la réalisation des devis, le coût de réalisation avait été estimé à 1.5 millions d'euros, aussi il n'avait pu réaliser les travaux avant le 1 ^{er} avril 2023. Après analyse de la situation, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre sous 3 mois, sa stratégie de confinement des eaux d'extinction incendie retenue (pour les bâtiments et les aires extérieures) associée à un échéancier de réalisation des travaux de mise en conformité. L'exploitant n'a pas transmis les éléments demandés à l'inspection. Lors de la visite, il a été constaté la mise en place de batardeaux équipés d'un système de fermeture automatique équipé de vérins avec pour objectif de réaliser un confinement des eaux d'extinction à l'intérieur des bâtiments. Au niveau de l'accès aux nouveaux bureaux du service logistique, le système de fermeture automatique n'est pas encore opérationnel suite à un défaut | | |

| |
|--|
| <p>du vérin installé.</p> <p>Au niveau de certaines portes du bâtiment qui sont identifiées comme portes d'évacuation avec la présence d'un bloc autonome d'éclairage de sécurité (BAES), il a été constaté que les batardeaux sont en mode fermé de façon permanente afin de garantir le confinement permanent de ces portes d'accès. De plus, il a été constaté que certaines portes ne sont pas accessibles de par la présence de stockages.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à la préfecture, avec copie à l'inspection, un porter à connaissance permettant de préciser le fonctionnement du dispositif et du système de fermeture automatique des batardeaux, accompagné des procédures de mise en œuvre en cas de crise, y compris en cas de perte d'utilité électrique. Il justifie que le volume de rétention disponible correspond au volume de rétention nécessaire pour chaque bâtiment calculé conformément à la règle D9A.</p> <p>Le dossier devra également préciser la gestion des écoulements des eaux confinées à l'intérieur du bâtiment au vu des profils de pente, entre les bâtiments par les tunnels de liaison.</p> <p>L'exploitant précise également les mesures de confinement des eaux d'extinction prévues pour les aires extérieures et notamment relatives à la gestion des déchets en cas d'incendie.</p> <p>Concernant l'évacuation du site, l'exploitant s'assure que l'ensemble des portes sont toujours accessibles en cas de sinistre.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 6 : Modification des installations

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-46-23 II</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement.</p> <p>Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.</p> |

S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22.

Constats :

Par courrier du 13 novembre 2025, l'exploitant a transmis à la préfecture un porter à connaissance relatif à l'extension du bâtiment de stockage « Horelit 2 », à la création d'une zone de bureaux sur le secteur dit « Logistique EBAC 1 » ainsi qu'un abri à vélos en zone extérieure.

Le projet consiste à agrandir le bâtiment de stockage Horelit 2 d'une surface de 1 391 m², dans un objectif d'optimisation et de modernisation, sans augmentation des volumes de matières premières stockés et sans changement de la nature de ces matières premières.

L'extension sera construite en continuité du bâtiment existant sur une longueur supplémentaire de 36,6 mètres soit une longueur totale du bâtiment de 85 mètres. La largeur du bâtiment de 38 mètres sera conservée ainsi que la hauteur de 9 mètres. Un soubassement de 20 cm de hauteur sera mis en œuvre pour permettre le confinement des eaux d'extinction incendie avec la mise en place de batardeaux pour les ouvertures. Le réseau de détection incendie et d'extinction automatique sera étendu à la nouvelle zone.

Selon les règles de calcul D9 et D9A, le besoin en eau d'extinction incendie est suffisant ainsi que le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction incendie. Par courrier du 6 mars 2025, le SDIS a donné un avis favorable au projet de permis de construire.

Le nouveau bâtiment sera équipé de panneaux photovoltaïques pour une superficie de 452 m². L'exploitant a présenté à l'inspection l'attestation du projet d'installations du système de production d'électricité renouvelable transmise par l'architecte dans le permis de construire. Cette attestation ne précise pas si l'installation respectera les dispositions applicables, conformément à l'arrêté ministériel du 5 février 2020.

Le stockage de matelas présent dans le bâtiment Horelit 1 d'une superficie de 1431 m² sera déplacé dans l'agrandissement projeté. Ce bâtiment sera réaménagé pour ajouter de nouveaux équipements de production et mettre en œuvre une réorganisation des lignes de production.

L'exploitant a précisé que cette extension pourrait être réalisée à moyen terme mais que le projet était actuellement en pause du fait de la situation économique.

La modification de la zone de bureaux a été réalisée. Elle est équipée par le système d'extinction automatique du site.

La société EBAC, qui avait déposé le dossier de demande d'autorisation en 2007, est régulièrement enregistrée sous le nom EBAC LITERIE auprès du registre du commerce et des sociétés sous le numéro SIRET : 027 380 047 00012.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément à l'article R.512-68 du Code de l'environnement, l'exploitant transmet sa demande de changement d'exploitant accompagnée du formulaire Kbis à jour afin de régulariser la

| |
|--|
| dénomination administrative du site. |
| L'exploitant est invité à compléter son dossier par la justification de la prise en compte des dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 5 février 2020 relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à enregistrement ou déclaration. |
| Après instruction du dossier de porter à connaissance, l'inspection proposera à Monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral complémentaire. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 7 : Système de refroidissement par pulvérisation d'eau dans un flux d'air

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2007, article 8.1.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, système de refroidissement. |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont considérés comme faisant partie intégrante de l'installation de refroidissement au sens du présent arrêté, l'ensemble des éléments suivants : tour de refroidissement et ses parties internes, échangeur(s), l'ensemble composant le circuit d'eau en contact avec l'air (bac(s), canalisation(s), pompe(s)...) ainsi que le circuit d'eau d'appoint (jusqu'au dispositif de protection contre la pollution de l'air par retour dans le cas d'un appoint par le réseau public) et le circuit de purge.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le site a été régulièrement déclaré au titre de la rubrique 2921-1b relative à l'installation de refroidissement d'eau par un flux d'air.</p> <p>Dans le dossier de porter à connaissance déposé en 2021, il a été précisé que cet équipement avait été remplacé par la production d'eau glacée et que le site ne relevait plus de la rubrique 2921-1, mais aucun justificatif de cessation d'activité n'avait été présenté à l'appui de cette demande.</p> <p>Réglementairement, l'ensemble des dispositions du chapitre 8.1 relatif à la prévention des légionelloses de l'arrêté préfectoral n° 4696 du 4 décembre 2007 sont toujours applicables.</p> <p>Un nouveau système de refroidissement adiabatique est actuellement en cours d'installation dans une partie des locaux et potentiellement à terme sur l'ensemble du site.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier du classement ICPE applicable au système de refroidissement adiabatique mis en œuvre sur le site. Dans ce cadre, il est attendu que l'exploitant démontre, avec les éléments techniques justificatifs à l'appui, dont les schémas des différents circuits, qu'il n'existe pas de risque de production de micro-gouttelettes d'eau du circuit et notamment de leur</p> |

rejet en extérieur. Une attestation du fournisseur motivera également l'absence de classement en 2921 sur la base des éléments techniques justificatifs.

Si l'exploitant n'est plus soumis au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2921-1b, il transmet un dossier de cessation d'activité conformément aux dispositions des articles R.512-66-1 et suivants du Code de l'environnement.

L'exploitant transmet également une analyse de conformité à l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral n° 4696 du 4 décembre 2007 et de l'arrêté préfectoral complémentaire n° E237 du 15 septembre 2022 afin de vérifier si d'autres dispositions doivent être actualisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois